

# CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**  
N. **97**

## RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione su n. 286 su:  
« La Nato e l'intervento umanitario »\*

*Annunziata il 23 dicembre 1999*

L'ASSEMBLÉE,

1. Se félicitant de la décision de l'OTAN d'intervenir afin de mettre un terme aux violations massives des droits de l'homme au Kosovo;

2. Résolue à s'assurer, par tous les moyens, que le nationalisme ethnique n'a pas de place dans la zone euro-atlantique du XXI siècle;

3. Se réjouissant de ce que l'OTAN se soit déclarée prête, selon les termes du Concept stratégique de l'Alliance de 1999, à « contribuer à la prévention des conflits et à la gestion des crises par des opérations

de réponse aux crises ne relevant pas de l'article 5 » dans la zone euro-atlantique;

4. Etant d'avis que toute action politique doit avoir pour principal objectif la prévention des conflits par des moyens pacifiques;

5. Soulignant que toute intervention visant à prévenir ou à faire cesser des violations à grande échelle des droits de l'homme ne peut avoir lieu qu'en dernier recours, et que toute intervention doit respecter le principe de proportionnalité;

6. Préoccupée, néanmoins, par le fait que l'Alliance risque de ne pas être suffisamment bien préparée, en termes de planification, de formation et de disponibilité des forces nécessaires, pour pouvoir conduire de façon efficace les tâches com-

\* Présentée directement à l'Assemblée plénière par M. Hans ENGELL (Danemark) le lundi 15 novembre 1999.

plexes qu'impliquent les opérations humanitaires;

7. Prenant également acte de ce qu'en dépit de récents progrès, la capacité de l'OTAN à travailler efficacement avec les organisations humanitaires et les gouvernements locaux demeure insatisfaisante en raison de l'insuffisance des mécanismes de planification préétablie et de coordination;

8. Applaudissant au développement de pratiques nationales et internationales et d'instruments juridiques internationaux qui font de la protection des droits de l'homme et de la prévention de leurs violations le principe directeur de l'action politique, soulignant à cet égard la nécessité d'une signature et d'une ratification rapides, notamment par les pays membres de l'Alliance atlantique, de la Convention de Rome portant statut de la Cour pénale internationale;

9. Consciente, cependant, de la tension persistante et inévitable entre le principe des droits de l'homme et celui de la souveraineté des Etats dans l'ordre international;

10. Rappelant à tous les pays de l'OTAN et à tous leurs partenaires que, lors du Sommet d'Helsinki en 1992, ils ont souscrit au principe selon lequel « les engagements contractés dans le domaine de la dimension humaine de la CSCE (aujourd'hui OSCE) sont un sujet de préoccupation directe et légitime pour tous les Etats participants et qu'ils ne relèvent pas exclusivement des affaires intérieures de l'Etat concerné »;

11. Leur rappelant en outre que l'OTAN s'était déclarée prête, lors du Conseil d'Oslo en 1992, à « soutenir au cas par cas et conformément à (ses) propres procédures, les activités de maintien de la paix entreprises sous la responsabilité de la CSCE (aujourd'hui OSCE) »;

12. Reconnaissant la « responsabilité primordiale du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales », comme le rappelle l'article 7 du Traité de l'Atlantique Nord;

13. Estimant qu'un meilleur fonctionnement de l'Organisation des Nations unies passe par le versement régulier des contributions financières des Etats membres;

14. Consciente que l'intervention humanitaire ne saurait être laissée à la discrétion de l'Etat ou du groupe d'Etats intervenants et qu'elle doit obéir à des règles claires et universellement acceptées;

15. Reconnaissant, par conséquent, la nécessité d'élaborer des instruments juridiques internationaux qui permettent d'éviter que les violations massives des droits de l'homme ne soient l'otage d'un dysfonctionnement du système fondé sur la Charte des Nations unies;

16. INVITE INSTAMMENT les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a) à poursuivre leur engagement militaire, politique et économique au Kosovo et dans la région aussi longtemps que cela sera nécessaire pour éliminer définitivement les causes premières des conflits qui ont mené à la guerre à plusieurs reprises, ces dix dernières années dans la région de l'ex-Yougoslavie;

b) à oeuvrer pour la reconstruction du Kosovo ravagé par la récente guerre et à demander instamment à l'UNESCO d'intensifier ses efforts visant à restaurer le patrimoine historique et culture de la région;

c) à déclarer clairement qu'aucun groupe ou gouvernement qui refuse de s'engager à pratiquer la tolérance multi-ethnique et la démocratie ne saurait espérer bénéficier de l'aide internationale;

d) à élaborer des politiques d'aide ciblée aux ONG, aux partis politiques et aux pouvoirs publics locaux et régionaux qui s'engagent à respecter les principes de gouvernement démocratique, de bon voisinage et des droits des minorités, non seulement au Kosovo mais aussi en Serbie et dans l'ensemble de la région de l'Europe du Sud-Est;

e) à travailler ensemble et avec les pays partenaires pour mettre au point un ensemble de règles internationales claires permettant la mise en oeuvre de l'intervention humanitaire en cas de violations massives des droits de l'homme ou de catastrophe humanitaire imminente et recommander ces règles à l'approbation des Nations unies;

f) à s'efforcer notamment de légitimer une nouvelle interprétation de l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies selon laquelle l'intervention humanitaire ne serait plus considérée comme « incompatible avec les buts des Nations unies », mais au contraire comme une contribution à la réalisation desdits buts;

g) à intensifier leurs efforts de réforme du Conseil de sécurité des Nations unies de manière à le débarrasser de la paralysie récurrente due à l'utilisation du droit de veto et de le doter d'une composition plus représentative de la communauté internationale telle qu'elle se présente à l'aube du XXI siècle;

h) à engager des discussions sur la définition de l'intervention humanitaire dans le cadre de l'OSCE, en tant que premier pas vers l'élaboration de règles au niveau universel;

i) à inviter la Russie à s'associer pleinement à ces efforts communs, tant au niveau des Nations unies qu'à celui de l'OSCE;

j) à mettre sur pied des mécanismes de coordination politiques et pratiques entre l'OTAN et l'OSCE de manière à permettre la mise en oeuvre coercitive des règles adoptées au niveau européen;

k) à adapter la planification de l'OTAN et ses capacités afin de lui permettre de coopérer de façon plus efficace avec les organisations humanitaires et les gouvernements locaux dans le contexte des opérations humanitaires ou des missions militaires comportant une composante humanitaire.

**Resolution n. 286****on NATO and humanitarian intervention\***

THE ASSEMBLY,

1. Commending NATO's decision to intervene to stop massive human rights violations in Kosovo;

2. Determined to ensure by all means that ethnic nationalism has no place in the Euro-Atlantic area of the 21st Century;

3. Welcoming NATO's preparedness, according to the 1999 Alliance's Strategic Concept, to « contribute to conflict prevention and crisis management through non-Article 5 crisis response operations » in the Euro-Atlantic area;

4. Considering that the first objective of political action must be the prevention of conflicts by peaceful means;

5. Emphasising that any intervention with the purpose of preventing or ending massive human rights violations can only be the last resort, and that any intervention has to respect the principle of proportionality;

6. Concerned, however, that the Alliance may not be sufficiently prepared, in terms of planning, and training and availability of appropriate forces, to efficiently carry out the complex tasks involved in humanitarian operations;

7. Also noting that, despite recent progress, NATO's ability to work efficiently with humanitarian organisations and local governments remains unsatisfactory because of insufficient advance planning and co-ordination mechanisms;

8. Applauding the development of state and international practices, and international legal instruments which make the protection of human rights and the prevention of their violations the guiding principle of political action, stressing in this respect the need for the swift signing and ratification, particularly by the member countries of the Atlantic Alliance, of the Rome Convention establishing the International Criminal Court;

9. Aware, nevertheless, of the remaining and unavoidable tension between the two principles of human rights and state sovereignty in the international order;

10. Reminding all NATO and Partner countries that, at the 1992 Helsinki Summit, they subscribed to the principle that « the commitments undertaken in the field of the human dimension of the CSCE (now OSCE) are matters of direct and legitimate concern to all participating States and do not belong exclusively to the internal affairs of the State concerned »;

11. Reminding them, furthermore, of NATO's readiness, stated at the 1992 Oslo Council meeting, to « support, on a case-by-case basis in accordance with (its) own procedures, peacekeeping activities under the responsibility of the CSCE (now OSCE) »;

---

\* Presented directly to the Plenary Assembly by Mr. Hans ENGELL (Denmark) on Monday 15 November 1999.

12. Acknowledging the «primary responsibility of the Security Council for the maintenance of international peace and security», as enshrined in Article 7 of the North Atlantic Treaty;

13. Considering that better functioning of the United Nations involves regular payment of the financial contributions of the Member States;

14. Mindful that humanitarian intervention cannot be left to the discretion of the intervening state or group of states and must be regulated by clear and universally accepted rules;

15. Recognizing, therefore, the need to develop instruments of international law so that massive human rights violations are not held hostage to the disfunctioning of the UN Charter system;

16. Urges member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

*a)* to sustain their military, political and economic involvement in Kosovo and in the region as long as needed to definitely remove the roots of the conflicts that have repeatedly led to war in the former Yugoslavia's region these past ten years;

*b)* to work for the reconstruction of Kosovo, badly damaged by the recent war, and urge UNESCO to intensify its efforts to restore the historical and cultural heritage of the region;

*c)* to make it clear that no group or government which fails to commit itself to multi-ethnic tolerance and democracy can hope to obtain international support;

*d)* to develop policies of targeted assistance to NGOs, political parties, local and regional authorities committed to the principles of democratic government,

good-neighbourliness, and respect for the rights of minorities, not only in Kosovo but also in Serbia and in the entire region of South-Eastern Europe;

*e)* to work together and with Partner countries to develop a clear set of international rules to allow for humanitarian intervention in case of massive human rights violations or an impending humanitarian catastrophe and to commend them for approval by the United Nations;

*f)* to strive, in particular, to legitimize a new interpretation of article 2 para, 4 of the UN Charter according to which humanitarian intervention no longer be considered as «inconsistent with the purposes of the United Nations», but rather as a contribution to the realisation of these purposes;

*g)* to intensify efforts to reform the UN Security Council so as to remove its recurrent paralysis through the use of the veto and to make its membership more representative of the international community at the dawn of the 21st Century;

*h)* to initiate work on the definition of humanitarian intervention in the OSCE framework, as the first step toward the development of rules at universal level;

*i)* to invite Russia to co-operate fully in these common endeavours, both at UN and OSCE levels;

*j)* to establish political and practical mechanisms of co-ordination between NATO and the OSCE for the enforcement of the rules agreed at the European level;

*k)* to adapt NATO plans and capabilities so as to enable the Alliance to co-operate efficiently with humanitarian organisations and local governments in the context of humanitarian operations or military missions involving a humanitarian component.

**N. B. Traduzione non ufficiale****Risoluzione n. 286  
Su la NATO e l'intervento umanitario**

L'ASSEMBLEA,

1. Apprezzando la decisione della NATO di intervenire per porre fine alle violazioni massicce dei diritti umani in Kosovo;

2. Decisa a garantire, con tutti i mezzi, che il nazionalismo etnico non abbia spazio nell'area euroatlantica del XXI secolo;

3. Accogliendo con favore la disponibilità della NATO, in linea con il Concetto strategico dell'Alleanza del 1999, a « contribuire alla prevenzione dei conflitti e alla gestione delle crisi con delle operazioni di risposta alle crisi non previste dall'articolo 5 » nell'area euroatlantica;

4. Ritenendo che il primo obiettivo dell'azione politica deve essere la prevenzione dei conflitti con mezzi pacifici;

5. Sottolineando che qualsiasi intervento finalizzato a prevenire o porre termine a violazioni massicce dei diritti umani può essere intrapreso solo come ultima risorsa e rispettando il principio della proporzionalità;

6. Preoccupata, tuttavia, del fatto che l'Alleanza possa non essere sufficientemente preparata, in termini di pianificazione, di addestramento e di disponibilità delle forze necessarie, per svolgere in modo efficace i complessi compiti che le operazioni umanitarie comportano;

7. Constatando altresì che, nonostante i recenti progressi, la capacità della NATO di lavorare efficacemente con le organizzazioni umanitarie e i poteri locali per-

mane insoddisfacente a causa dell'insufficienza dei meccanismi di pianificazione preventiva e di coordinamento;

8. Plaudendo allo sviluppo di prassi nazionali ed internazionali e di strumenti giuridici internazionali che fanno della protezione dei diritti dell'uomo e della prevenzione delle loro violazioni il principio guida dell'azione politica e sottolineando al riguardo la necessità di sottoscrivere e ratificare rapidamente, in particolare da parte dei paesi membri dell'Alleanza atlantica, la Convenzione di Roma che istituisce la Corte penale internazionale;

9. Consapevole, tuttavia, della persistente ed inevitabile tensione che esiste fra il principio dei diritti dell'uomo e quello della sovranità degli stati nell'ordine internazionale;

10. Ricordando a tutti i paesi della NATO e ai loro partner che, in occasione del Vertice di Helsinki del 1992, essi hanno sottoscritto il principio secondo cui « gli impegni contratti nel campo della dimensione umana della CSCE (oggi OSCE) sono motivo di preoccupazione diretta e legittima per tutti gli Stati partecipanti e che non rientrano esclusivamente negli affari interni dello Stato interessato »;

11. Ricordando loro inoltre che la NATO si era dichiarata pronta, in occasione del Consiglio di Oslo nel 1992, a « sostenere caso per caso e conformemente alle (proprie) procedure, le attività di mantenimento della pace intraprese dalla CSCE (oggi OSCE) »;

12. Riconoscendo la « responsabilità primaria del Consiglio di sicurezza nel mantenimento della pace e della sicurezza internazionali », così come sancito dall'articolo 7 del Trattato dell'Atlantico del Nord;

13. Ritenendo che un miglior funzionamento delle Nazioni Unite comporta anche il pagamento regolare dei contributi finanziari da parte degli Stati membri;

14. Consapevole, tuttavia, del fatto che l'intervento umanitario non può essere lasciato alla discrezione dello Stato o del gruppo di Stati che intervengono e che esso deve obbedire a norme chiare e universalmente accettate;

15. Riconoscendo, pertanto, la necessità di elaborare strumenti giuridici internazionali che consentano di evitare che violazioni massicce dei diritti dell'uomo siano ostaggio di un malfunzionamento del sistema fondato sulla Carta delle Nazioni Unite;

16. SOLLECITA i governi e i parlamenti dei paesi membri dell'Alleanza Atlantica a:

a) portare avanti il proprio impegno militare, politico ed economico in Kosovo e nella regione fintanto che sarà necessario per eliminare definitivamente le cause prime dei conflitti che hanno ripetutamente portato alla guerra nella regione dell'ex Jugoslavia in questi ultimi dieci anni;

b) impegnarsi ai fini della ricostruzione del Kosovo, gravemente danneggiato dal recente conflitto, e sollecitare l'UNESCO a intensificare i propri sforzi per ripristinare il patrimonio storico e culturale della regione;

c) dichiarare chiaramente che nessun gruppo o governo che rifiuti di impegnarsi a praticare la tolleranza multietnica e la democrazia può sperare di ottenere sostegno internazionale;

d) elaborare politiche di assistenza mirata alle ONG, ai partiti politici e ai poteri locali e regionali che aderiscano ai

principi di governo democratico, di buon vicinato e del rispetto dei diritti delle minoranze, non solo in Kosovo ma anche in Serbia e nell'intera regione dell'Europa sud-orientale;

e) lavorare insieme e con i paesi partner per mettere a punto un complesso di norme internazionali chiare che consentano la conduzione di interventi umanitari in caso di violazioni massicce dei diritti dell'uomo o di catastrofe umanitaria incombente e raccomandare tali norme all'approvazione delle Nazioni Unite;

f) adoprarsi, in particolare, per legittimare una nuova interpretazione dell'articolo 2, paragrafo 4, della Carta delle Nazioni Unite, in base alla quale gli interventi umanitari non sarebbero più considerati « incompatibili con le finalità delle Nazioni Unite », ma piuttosto come un contributo alla realizzazione di dette finalità;

g) intensificare gli sforzi per riformare il Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite in modo da liberarlo dalla ricorrente paralisi dovuta al ricorso al diritto di veto e rendere la sua composizione più rappresentativa della comunità internazionale quale essa si presenta all'alba del XXI secolo;

h) intraprendere un'opera di definizione dell'intervento umanitario nell'ambito dell'OSCE, come primo passo verso l'elaborazione di norme a livello universale;

i) invitare la Russia a cooperare appieno a queste attività comuni, sia a livello delle Nazioni Unite che a quello dell'OSCE;

j) istituire meccanismi politici e pratici di coordinamento fra la NATO e l'OSCE in modo da garantire l'applicazione delle norme adottate a livello europeo;

k) adeguare la pianificazione e le capacità NATO per mettere l'Alleanza in condizione di cooperare in maniera efficace con le organizzazioni umanitarie e i poteri locali nel quadro delle operazioni umanitarie o delle missioni militari che presentino una componente umanitaria.